

F. 91 — 485

19 FEVRIER 1991. — Arrêté ministériel relatif à la clôture définitive de l'émission de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 10 % — 5 avril 1996 ».

Le Ministre des Finances,

Vu l'arrêté royal du 21 décembre 1990 autorisant le Ministre des Finances à poursuivre en 1991, l'émission des emprunts dénommés « Obligations linéaires 10 % — 5 avril 1996 » et « Obligations linéaires 10 % — 2 août 2000 ».

Arrête :

Article 1^{er}. L'adjudication de la douzième tranche (deuxième tranche 1991) de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 10 % — 5 avril 1996 », fixée au 21 février 1991, est supprimée et l'émission de cet emprunt est clôturée définitivement.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 février 1991.

Ph. MAYSTADT

N. 91 — 485

19 FEBRUARI 1991. — Ministerieel besluit betreffende de definitieve afsluiting van de uitgifte van de lening genaamd « Lineaire obligaties 10 % — 5 april 1996 ».

De Minister van Financiën,

Gelet op het koninklijk besluit van 21 december 1990 dat de Minister van Financiën machtigt tot de voortzetting, in 1991, van de uitgifte van de leningen genaamd « Lineaire obligaties 10 % — 5 april 1996 » en « Lineaire obligaties 10 % — 2 augustus 2000 ».

Besluit :

Artikel 1. De aanbesteding van de twaalfde tranche (tweede tranche 1991) van de lening genaamd « Lineaire obligaties 10 % — 5 april 1996 » vastgesteld op 21 februari 1991, wordt afgeschaft en de uitgifte van deze lening wordt definitief afgesloten.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 19 februari 1991.

Ph. MAYSTADT

F. 91 — 486

19 FEVRIER 1991. — Arrêté ministériel relatif à la huitième tranche d'adjudication de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 10 % — 2 août 2000 ».

Le Ministre des Finances,

Vu l'arrêté royal du 25 juin 1990 relatif à l'émission de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 10 % - 2 août 2000 »;

Vu l'arrêté royal du 21 décembre 1990 relatif à l'autorisation à poursuivre en 1991, l'émission de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 10 % - 2 août 2000 »;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 1990 fixant le calendrier des adjudications et du règlement des fonds de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 10 % - 2 août 2000 ».

Arrête :

Article 1^{er}. L'adjudication de la huitième tranche de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 10 % - 2 août 2000 » est fixée au 21 février 1991 et la date des paiements relatifs à cette tranche est fixée au 28 février 1991.

Art. 2. La présentation d'offres non compétitives est autorisée.

Art. 3. Les intérêts bruts courus depuis la date de paiement des souscriptions à la première tranche émise jusqu'à la date de règlement des fonds de la huitième tranche sont calculés selon la formule :

Capital nominal \times 10 % \times 206/360.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 février 1991.

Ph. MAYSTADT

N. 91 — 486

19 FEBRUARI 1991. — Ministerieel besluit betreffende de achtste aanbestedingstranche van de lening genaamd « Lineaire obligaties 10 % — 2 augustus 2000 ».

De Minister van Financiën,

Gelet op het koninklijk besluit van 25 juni 1990 betreffende de uitgifte van de lening genaamd « Lineaire obligaties 10 % - 2 augustus 2000 »;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 december 1990 betreffende de machtiging tot de voortzetting in 1991, van de uitgifte van de lening genaamd « Lineaire obligaties 10 % - 2 augustus 2000 »;

Gelet op het ministerieel besluit van 27 december 1990 tot vastlegging van de kalender van de aanbestedingen en van de storting der gelden voor de lening genaamd « Lineaire obligaties 10 % - 2 augustus 2000 ».

Besluit :

Artikel 1. De aanbesteding van de achtste tranche van de lening genaamd « Lineaire obligaties 10 % - 2 augustus 2000 » is vastgesteld op 21 februari 1991 en de datum van betaling betreffende deze tranche is vastgesteld op 28 februari 1991.

Art. 2. De aanbidding van offertes buiten mededinging is toegelaten.

Art. 3. De bruto opgelopen intresten sedert de datum van betaling van de inschrijvingen op de eerste uitgegeven tranche tot de dag van de storting der gelden van de achtste tranche worden berekend volgens de formule :

Nominaal kapitaal \times 10 % \times 206/360.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 19 februari 1991.

Ph. MAYSTADT

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

F. 91 — 487

11 FEVRIER 1991. — Arrêté royal fixant les droits individuels pécuniaires des personnes engagées par contrat de travail dans les ministères

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 56 du 16 juillet 1982 relatif au recrutement dans certains services publics, notamment l'article 8, modifié par la loi du 20 février 1990;

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN OPENBAAR AMBT

N. 91 — 487

11 FEBRUARI 1991. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de individuele geldelijke rechten van de personen bij arbeidsovereenkomst aangeworven in de ministeries

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 56 van 16 juli 1982 betreffende de werving in sommige overheidsdiensten, inzonderheid op artikel 8, gewijzigd bij de wet van 20 februari 1990;

Vu le protocole du 24 janvier 1989, dans lequel les conclusions des négociations menées au sein du Comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux, sont mentionnées;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 27 juin 1990;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que la loi du 20 février 1990 relative aux agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public est entrée en vigueur le 23 mars 1990 et qu'elle habilite le Roi à définir le statut pécuniaire du personnel contractuel;

Considérant que la loi-programme du 30 décembre 1988 introduisant un régime de contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics est entrée en vigueur le 1er janvier 1989 et que le statut pécuniaire de ces contractuels subventionnés doit être mis en concordance avec celui des contractuels précités;

Considérant dès lors qu'il est nécessaire de définir sans délai un statut pécuniaire pour plus de 15 000 contractuels ou contractuels subventionnés, actuellement occupés dans les services publics, de manière à limiter au strict minimum les litiges relatifs aux rémunérations qui leur sont payées ainsi que les révisions de ces rémunérations;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Le présent arrêté est applicable aux personnes engagées par contrat de travail dans les administrations et les autres services des ministères.

Art. 2. Les personnes visées à l'article 1er de cet arrêté, reçoivent :

a) une rémunération égale au traitement octroyé à un membre du personnel de l'Etat pour la même fonction ou pour une fonction analogue, ainsi que les augmentations intercalaires qui y sont liées, le cas échéant, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 29 juin 1973, accordant une rétribution garantie à certains agents des ministères, la rétribution garantie est accordée;

b) une allocation de foyer ou de résidence, aux mêmes conditions que le personnel définitif des administrations de l'Etat;

c) un pécule de vacances, aux mêmes conditions que le personnel définitif des administrations de l'Etat;

d) une allocation de fin d'année, aux mêmes conditions que le personnel définitif des administrations de l'Etat;

e) les mêmes indemnités et allocations que celles octroyées pour la même fonction ou une fonction équivalente, aux mêmes conditions que le personnel définitif des administrations de l'Etat.

Art. 3. § 1er. Conformément aux règles valables pour le personnel définitif des administrations de l'Etat, sont pris en considération pour l'octroi des augmentations intercalaires, les services prestés à temps plein, pour l'Etat ou pour un autre service public, en tant que :

1° temporaire, nommé conformément aux dispositions de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 fixant le statut des agents temporaires;

2° temporaire, nommé conformément aux dispositions de l'arrêté du Régent du 10 avril 1948 portant le statut du personnel ouvrier temporaire;

3° travailleur du « cadre spécial temporaire »;

4° travailleur du « troisième circuit du travail »;

5° stagiaire dans le cadre de la loi sur le stage des jeunes;

6° contractuel subventionné;

7° membre du personnel engagé par contrat, autre que visé au 3° jusqu'au 6°.

Ne sont pas prises en considération :

— pour le temporaire, les périodes de suspension de service à cause de maladie ou infirmité, qui dépassent :

* 30 jours pour les agents qui ont moins de deux ans de service,

* 60 jours pour les agents qui ont deux ans et moins de quatre ans de service,

* 90 jours pour les agents qui ont quatre ans de service et plus;

Gelet op het protocol van 24 januari 1989, waarin de conclusies van de onderhandelingen, gevoerd binnen het Comité voor de nationale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten, worden vermeld;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 27 juni 1990;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de wet van 20 februari 1990 betreffende het personeel van de overheidsbesturen en van sommige instellingen van openbaar nut op 23 maart 1990 in werking is getreden en de Koning machtigt om de bezoldigingsregeling van het contractueel personeel te bepalen;

Overwegende dat de programmawet van 30 december 1988 dat een stelsel van gesubsidieerde contractuelen bij sommige openbare diensten heeft ingesteld, op 1 januari 1989 in werking is getreden en dat de bezoldigingsregeling van deze gesubsidieerde contractuelen dient in overeenstemming gebracht te worden met die van de hierboven vermelde contractuelen;

Overwegende derhalve dat het vereist is onverwijld een bezoldigingsregeling vast te stellen voor meer dan 15 000 contractuelen of gesubsidieerde contractuelen die thans in de overheidsdiensten tewerkgesteld zijn, om de betwistingen over en herzieningen van de hun uitbetaalde bezoldigingen tot het strikte minimum te beperken;

Op de voordracht van Onze Minister van Openbaar Ambt en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de personen die bij arbeidsovereenkomst in dienst worden genomen in de besturen en andere diensten van de ministeries.

Art. 2. De in artikel 1 van dit besluit bedoelde personen ontvangen :

a) een bezoldiging die gelijk is aan de wedde die aan een lid van het Rijkspersoneel wordt toegekend voor hetzelfde ambt of voor een overeenkomstig ambt, alsook de daaraan verbonden weddeschaalverhogingen, in voorkomend geval wordt, overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 29 juni 1973, houdende toekenning van een gewaarborgde bezoldiging aan sommige personeelsleden van de ministeries de gewaarborgde bezoldiging toegekend;

b) een haard- of standplaatstoelage onder dezelfde voorwaarden als het vastbenoemd personeel van de Rijksbesturen;

c) een vakantiegeld onder dezelfde voorwaarden als het vastbenoemd personeel van de Rijksbesturen;

d) een eindejaarstoelage onder dezelfde voorwaarden als het vastbenoemd personeel van de Rijksbesturen;

e) dezelfde vergoedingen en toelagen als die toegekend voor hetzelfde ambt of een overeenkomstig ambt, onder dezelfde voorwaarden als het vastbenoemd personeel van de Rijksbesturen.

Art. 3. § 1. Overeenkomstig de voor het vastbenoemd personeel van de rijksbesturen geldende regels, worden in aanmerking genomen voor het toekennen van de tussentijdse verhogingen, de voor het Rijk of voor een andere openbare dienst verrichte diensten, met volledige prestaties, als :

1° tijdelijke, benoemd overeenkomstig de bepalingen van het Besluit van de Regent van 30 april 1947 houdende vaststelling van het statuut van het tijdelijk personeel;

2° tijdelijke, benoemd overeenkomstig de bepalingen van het Besluit van de Regent van 10 april 1948 houdende statuut van het tijdelijk werkliedenpersoneel;

3° werknemer in het « bijzonder tijdelijk kader »;

4° werknemer in het « derde arbeidscircuit »;

5° stagiair in het raam van de wet op de stage der jongeren;

6° gesubsidieerde contractueel;

7° bij een overeenkomst in dienst genomen personeelslid, andere dan bedoeld bij 3° tot en met 6°.

Komen echter niet in aanmerking :

— voor de tijdelijke, de periodes van dienstschorsing wegens ziekte of gebrekkigheid, die :

* de 30 dagen voor personeelsleden met minder dan twee jaar dienst,

* de 60 dagen voor personeelsleden met twee en minder dan vier jaar dienst,

* de 90 dagen voor personeelsleden met vier en meer dan vier jaar in dienst, te boven gaan;

— pour la personne engagée par contrat de travail, les périodes de suspension qui ne sont pas rémunérées et qui ne sont pas prises en considération pour l'avancement de traitement, sauf le jour de carence.

§ 2. Les services, y compris les périodes qui, suivant le statut des agents de l'Etat, correspondent à une situation dans laquelle un agent de l'Etat conserve ses droits à l'avancement de traitement plus élevé, que le contractuel a prestés dans le secteur public en tant que chômeur mis au travail, sont valorisés pour un maximum de six ans lors de l'octroi des augmentations intercalaires.

Les services prestés pris en considération en application de l'alinéa premier sont calculés par mois calendrier; ceux qui ne couvrent pas un mois complet ne sont pas admis.

§ 3. Si le traitement fixé conformément aux §§-1er et 2 est inférieur au traitement dont le membre du personnel jouit au moment de l'entrée en vigueur de la présente disposition, sur base de son occupation comme temporaire ou comme chômeur mis au travail, le contractuel continue à jouir de ce traitement plus élevé jusqu'à ce que conformément aux règlements pécuniaires en vigueur, il obtienne un traitement au moins égal à ce montant.

§ 4. Les services à temps plein que l'agent définitif a prestés antérieurement dans les administrations et les autres services des ministères comme contractuel engagé conformément aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté royal n° 56 du 16 juillet 1982 relatif au recrutement dans certains services publics, modifié par la loi du 20 février 1990, sont pris en considération pour l'octroi des augmentations intercalaires.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1991.

Art. 5. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 février 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre du Budget,
H. SCHILTZ

Le Ministre de la Fonction publique,
R. LANGENDRIES

— voor de bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen persoon, de periodes van schorsing die niet bezoldigd zijn en niet voor een bevordering tot een hogere wedde in aanmerking komen, behoudens de carensdag.

§ 2. De diensten, met inbegrip van de periodes die krachtens het statuut van het rijkspersoneel overeenstemmen met een toestand waarbij een rijksambtenaar zijn aanspraak op een bevordering tot een hogere wedde behoudt, die de contractueel heeft verricht als tewerkgestelde werkloze in de overheidssector, worden tot maximum zes jaar meegerekend voor het toekennen van tussentijdse verhogingen.

De in het eerste lid bedoelde in aanmerking komende diensten worden berekend per kalendermaand; die welke geen volle maand bedragen worden niet meegeteld.

§ 3. Indien de overeenkomstig §§ 1 en 2 vastgestelde wedde lager is dan de wedde welke het personeelslid bij de inwerkingtreding van deze bepaling genoot op grond van zijn tewerkstelling als tijdelijke of als tewerkgestelde werkloze, blijft de contractueel die hogere wedde genieten totdat hij, overeenkomstig de geldende bezoldigingsregeling, ten minste een wedde bekomt gelijk aan dat bedrag.

§ 4. De diensten met volledige prestaties, die de vastbenoemde ambtenaar voorheen heeft verricht in de besturen en andere diensten van de ministeries als contractueel in dienst genomen overeenkomstig de bepalingen van artikel 8 van het koninklijk besluit nr. 56 van 16 juli 1982 betreffende de werving in sommige overheidsdiensten, gewijzigd bij de wet van 20 februari 1990, worden in aanmerking genomen voor het toekennen van tussentijdse verhogingen.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1991.

Art. 5. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 februari 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Begroting,
H. SCHILTZ

De Minister van Openbaar Ambt,
R. LANGENDRIES

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 91 — 488

16 JANVIER 1991. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 25 septembre 1990, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, modifiant sa décision du 30 juin 1960, concernant la création d'un Fonds de sécurité d'existence (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, notamment l'article 2;

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la décision du 30 juin 1960 de la Commission paritaire nationale de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, moins les cantons d'Eupen, Malmedy et Saint-Vith, concernant la création d'un Fonds de sécurité d'existence, rendue obligatoire par arrêté royal du 19 août 1960, notamment les articles 3, 4, 9, 10 et 12;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 7 janvier 1958, *Moniteur belge* du 7 février 1958.

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Arrêté royal du 19 août 1960, *Moniteur belge* du 21 septembre 1960.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 91 — 488

16 JANUARI 1991. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 september 1990, gesloten in het Paritair Comité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers, tot wijziging van zijn beslissing van 30 juni 1960, betreffende de instelling van een Fonds voor bestaanszekerheid (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op de beslissing van 30 juni 1960 van het Nationaal Paritair Comité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers, behalve de kantons Eupen, Malmedy en Sankt Vith, betreffende de instelling van een Fonds voor bestaanszekerheid, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 19 augustus 1960, inzonderheid op de artikelen 3, 4, 9, 10 en 12;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 7 januari 1958, *Belgisch Staatsblad* van 7 februari 1958.

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Koninklijk besluit van 19 augustus 1960, *Belgisch Staatsblad* van 21 september 1960.